Les femmes sont bien souvent de dynamiques leaders du changement, incitant les femmes et les hommes à s'impliquer, à revendiquer leurs droits, à renforcer leurs communautés et à protéger leur planète.

Leur participation est fondamentale pour asseoir la gouvernance démocratique. Pourtant, il reste aux femmes encore un long chemin à parcourir avant qu'elles ne parviennent à une représentation équitable aux postes de pouvoir et de direction, aussi bien dans les salles de conseils d'administration qu'au sein de cabinets présidentiels.

Les lois et les pratiques discriminatoires entravent leur pleine participation, au même titre que les inégalités d'accès à l'éducation, les inégalités de revenus et le temps consacré à élever leurs enfants. Un peu plus de 21 pour cent des parlementaires sont des femmes, contre seulement 11 pour cent en 1995, année de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes organisée à Beijing. Alors que les femmes ont fait des percées dans de nombreux domaines, au rythme actuel du changement, il nous faudra attendre encore un siècle avant de parvenir à la parité entre les hommes et les femmes au sein des gouvernements, des parlements ou des tables de paix.

L'accord de la Conférence de Beijing, communément appelé le Programme d'action, a nommé les femmes au pouvoir et dans la prise de décisions l'un des 12 domaines critiques à considérer. Deux engagements pour le changement ont été pris dans le cadre du Programme d'action. En premier lieu, il préconise des mesures visant à assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation aux structures du pouvoir et de la prise de décisions, telles que les quotas politiques et les mesures positives. En réservant des sièges ou des candidatures aux femmes, ces mesures ont conduit à une hausse spectaculaire du nombre de femmes à des postes de direction dans certains pays. En second lieu, le Programme d'action a préconisé des mesures visant à développer la capacité des femmes à participer pleinement. Les formations sur le leadership, la prise de parole en public et l'organisation de campagnes politiques, par exemple, offrent aux femmes les outils nécessaires pour participer, gagner et devenir de bonnes leaders en inspirant d'autres personnes.

Les femmes ont le droit à l'égalité de participation. Une fois qu'elles accèdent à des postes de direction, elles peuvent faire une différence bénéfique à toute la société. L'Union interparlementaire a constaté que les femmes politiques portent davantage attention à la protection sociale et aux protections juridiques, et qu'elles améliorent le niveau de confiance accordé au gouvernement. C'est en respectant les engagements de Beijing et en s'unissant en

faveur du leadership féminin que nous parviendrons, dès à présent, à accélérer les progrès vers l'égalité de participation. Nous ne pouvons pas attendre jusqu'au siècle prochain !

Source: UNWomen